

maints voyages, toujours avec le plus grand plaisir—et non pas seulement pour en admirer les immenses richesses et me rendre compte de la fertilité du sol. Chaque fois que j'y retourne j'évoque le souvenir de ce temps où les libéraux relégués dans l'opposition blâmaient notre politique et méprisaient cette région, et je me sens fier de mon titre de conservateur et fier de l'histoire de mon parti. Les libéraux sont arrivés au pouvoir au bon moment ; les temps prospères conviennent à leur règne parce que, alors, le pays peut se suffire à lui-même. Il est bon que, nous, les conservateurs, nous puissions nous reposer dans l'opposition, y formuler une politique nationale d'une plus grande envergure, une politique embrassant tout l'empire, et regarder les libéraux s'amuser à leur guise. Par là, nous préparons l'opinion publique à souscrire aux idées plus larges qui vont éclore dans un avenir rapproché. Quand sonnera pour le Canada l'heure de faire un autre pas en avant, il tournera ses regards vers le parti qui a toujours été celui du progrès, et ce parti le gratifiera d'une politique hardie, bien définie, se résumant dans ces mots : "Le Canada aux Canadiens", et qui saura réserver à ces derniers les avantages de leur propre marché.

Que dirons-nous à l'Angleterre? Ce que lui a dit le premier ministre lors de son voyage: "Nous vous offrons tout sans retour?" Non. Nous dirons à M. Chamberlain, le plus brillant de tous les hommes d'état de l'heure présente, selon moi: Voulez-vous que cet empire soit vraiment fort? Eh bien! n'en détournez pas nos sympathies, ne refroidissez pas notre loyauté; qui sait quand il nous faudra manifester nos sentiments! Nous voulons faire du Canada une grande dépendance de l'empire.

Il y a des députés, amis du gouvernement, qui ne veulent pas de l'impérialisme et s'appliquent à en signaler les conséquences comme désastreuses aux Canadiens-français de la province de Québec. Mais les Canadiens-français ne jouissent-ils pas d'une liberté aussi complète que les Français de France ou de n'importe quelle partie du monde? Et à l'ombre de quel drapeau? Du drapeau anglais. Donc c'est pour celui-là que nous devons nous battre. Je connais trop les Canadiens-français pour croire qu'ils vont se laisser circonvenir par les trois ou quatre personnages dont j'ai parlé. Rien au monde ne me fera croire que les Canadiens-français de la province de Québec vont nous tourner le dos en s'apercevant que, grâce à notre union commerciale avec l'Angleterre, leur beurre, leur lard et leurs autres produits se vendent plus cher sur le marché anglais. Je comprends que pour avoir trop écouté le premier ministre, ils soient aujourd'hui aveuglés. Comment ne le seraient-ils pas? Vingt années durant on leur a prêché le libre-échange, puis l'union commerciale et la réciprocité illimitée, puis

M. POPE.

l'opportunité d'accorder une préférence à l'Angleterre sans rien exiger en retour. Mais, au moment où je parle, il surgit des doutes dans leur esprit. Bientôt ils auront compris que le Canada ne sera jamais grand sans faire partie d'un empire ou d'un autre; or, j'ai tout lieu de croire qu'ils resteront aussi fidèles que leurs compatriotes anglais du Canada au drapeau qui est, pour eux, synonyme de tant de bienfaits. Je le sais, dans la province de Québec on soulève depuis des années les préjugés de race. Il ne s'y est jamais fait une élection sans qu'on ait accusé l'un ou l'autre parti de s'adresser au sentiment national. M. l'Orateur, il nous faut former dans la province de Québec des hommes qui soient exempts de cet esprit de division, et nous y parviendrons en leur inspirant d'autres idées que celles qui entretiennent le provincialisme et font paraître le Canada si petit, bien qu'il soit si grand.

Comme Canadien et comme député, j'ai un devoir à remplir, je le sais. Il faut que je consacre toute mon énergie au bien du pays. M. l'Orateur, la première partie de la résolution qu'on nous a soumise m'intéresse plus que la dernière. J'ai foi dans une politique qui fera du Canada ce que nous voulons qu'il soit: un pays digne de l'ambition et de la pensée des grands hommes qui l'ont fondé. J'espère que quand viendra le temps—pas ce soir, car le discours pathétique du ministre des Douanes nous défend d'espérer un seul vote favorable de la part d'aucun membre de la droite—où l'opinion publique sera en notre faveur, et ce temps-là, il viendra; alors il sera formulé une politique protectrice de tous les intérêts du Canada et qui assurera le marché de ce pays aux Canadiens, que les droits qu'elle imposera soient spécifiques ou *ad valorem*, qu'ils frappent les marchandises importées ou exportées. Cette politique que nous proposerons ne fera que réaliser dans une plus large mesure le but de la politique inaugurée par nos prédécesseurs en 1878.

M. GANONG: Il est trop tard, M. l'Orateur, pour que j'ose consacrer beaucoup de temps à la discussion; j'aurais même gardé le silence si mon devoir envers mes commentants et envers le pays me l'eût permis.

Il est tout juste que je félicite le gouvernement des merveilles qu'il a opérées sous certains rapports. Depuis qu'il existe il a aussi joué le rôle de la divine Providence; on en a la preuve dans le discours du ministre des Douanes.

Mon honorable ami le député de Halton se demande où est le ministre des Douanes? Il doit être allé donner quelques conseils à la Providence ou demander pardon de ses fautes; en effet, le discours de l'honorable député de Bothwell (M. Clancy) était bien de nature à le convertir, si, toutefois, sa conversion est possible.

Depuis qu'ils sont au pouvoir, les libéraux n'ont fait aucun cas de la Providence. Nos